

en août); lorsque les mineurs du Borinage sont prêts à proclamer la grève générale à la première rumeur qu'un attentat aurait eu lieu contre Van Acker (octobre); ce sont là autant de preuves de la volonté des masses de dépasser le stade de la «légalité» bourgeoise que la bourgeoisie elle-même a abandonné, ce sont autant d'avertissements pour les réformistes et stalinien de surveiller de près le mouvement. Car, contrairement aux centristes, réformistes et stalinien savent très bien discerner les signes précurseurs de la levée des masses.

La scandaleuse affaire du dossier Van Acker a constitué l'illustration la plus éclatante de cette peur des réformistes devant les masses et prouve encore une fois comment les conciliateurs, par la force des choses, n'osent pas engager la bataille pour leur propre victoire. Depuis les premières semaines, Van Acker tient un dossier accablant contre Léopold III. S'il l'avait publié, ne faut-il pas supposer que de larges masses flamandes, gagnées maintenant à la cause léopoldiste, se seraient rangées dans le camp opposé? La réaction elle-même n'aurait-elle pas hésité à faire de l'homme de Berchtesgaden son champion? Mais Van Acker s'obstine à cacher son dossier au peuple. Il laisse trois mois à la bourgeoisie pour préparer les masses à son «attaque». Lorsque enfin, ayant préféré le débat au Parlement à l'explication dans la rue, il «dévoile» quelques uns de ses documents, il prend bien soin de garder en réserve les dossiers les plus compromettants. Elle est touchante, la «délitescence» avec laquelle Van Acker veut éviter de toutes ses forces qu'on éclabousse le roi ou la dynastie, dont les partisans mènent une frénétique campagne contre lui et salissent les murs du pays avec les inscriptions: «Van Acker au poteau»!

Mais voilà que la question royale rebondit encore trois mois plus tard. S'étant dérangé pour prendre ses vacances dans le pays même où le Prince-Régent s'obstine à étudier la folklore, Van Acker ne peut prendre du repos que dans les salons du trust Sofina. Attend-on un quatrième convive pour engager la partie de bridge décisive? Mais au lieu d'envoyer un représentant avec l'acte de démission, Léopold III lance une proclamation au pays qui voile à peine un appel à «son» armée de défendre «sa» cause. L'hystérie des catholiques flamands atteint son point culminant. Forcé de riposter, Van Acker sort avec regret son «principal» document. A la presse? Au pays? A son parti? Pas du tout: dans une réunion secrète aux représentants de tous les partis! Ce que l'on cache au peuple, — et ce que le camarade Lahaut cache aux membres de son parti! —, ou le dévoile sans hésitations aux pires ennemis! Est-ce de la «loyauté» envers des adversaires aussi déloyaux que le parti léopoldiste? Ou n'est-ce pas plutôt le refus obstiné d'engager la bataille? Van Acker craint plus l'initiative ouvrière que l'offensive de la réaction. Il est donc tout disposé à éviter le combat en concluant un compromis pourri!

« L'Entente des Forces démocratiques »

Le véritable caractère de l'entente «démocratique» des dirigeants réformistes et stalinien, avec les représentants libéraux de la bourgeoisie a été manifesté le jour où la manifestation du 15 juillet avait été annoncée. Immédiatement, les libéraux commencèrent à désertier les «comités d'entente démocratique». Evidemment on est prêt à tout, sauf

au désordre. Réformistes et stalinien se regardèrent avec inquiétude; si les «libéraux» quittent l'équipe, comment justifiera-t-on la passivité devant les masses? Mais la désertion des libéraux trouve rapidement son pendant dans l'interdiction de la manifestation par le libéral Mundeleer. Voyant qu'ils ne pouvaient plus sauvegarder l'ordre à l'intérieur même du mouvement — cela avait été toute leur fonction — les agents «libéraux» de la bourgeoisie sont prêts à l'imposer de force avec la gendarmerie de l'Etat. Réformistes et stalinien respirèrent: l'Unité était sauvée. Les ouvriers avancés n'avaient-ils pas encore compris que «l'unité» avec les libéraux signifie, la passivité, la démoralisation et la prostitution? (1).

Plus odieux encore est le «large caractère démocratique» que Van Acker prétend avoir donné à son nouveau gouvernement. La démission des catholiques avait laissé réformistes et stalinien en pleine possession du pouvoir. Sans difficulté aucune, ils pouvaient se débarrasser de leurs partenaires «libéraux» qui, par leur seule présence, paralysèrent toute possibilité d'action de la part des «démocrates». Mais pour cela il aurait fallu que réformistes et stalinien eussent voulu prendre le pouvoir, eussent voulu réaliser leur programme. Il n'en était rien. Leur seul souci était de trouver de nouveaux alliés suffisamment encombrants pour excuser d'avance toute trahison et tout recul. En même temps, il fallait, bien entendu, «inspirer confiance» à la bourgeoisie. La crise ne venait-elle pas de prouver que les véritables gouvernants ne sont pas du tout les membres du gouvernement, qui ne voit d'autre riposte à une provocation à la «guerre civile» que la... démission? On rompit donc l'alliance avec les «vieux catholiques», pour reconstruire aussitôt celle avec leurs «jeunes petits-fils». «Résistants et démocrates», il est vrai, les ministres U. D. B. n'en sont pas moins très «présentables» pour la bourgeoisie. Une fois de plus, l'entente des «forces démocratiques» était en même temps un prétexte pour se dérober et l'expression même de l'incapacité totale des «dirigeants» ouvriers de résoudre n'importe quelle question.

La République !

Le régime capitaliste en Europe a dévoré lui-même non seulement la plupart de ses réserves, mais déjà une bonne partie de sa propre substance. Ces réserves constituant la base de la «démocratie» traditionnelle, il se montre de plus en plus incapable de revenir aux formes classiques de cette «démocratie» bourgeoise. Le cri général vers une forme de «démocratie» plus «stable» n'exprime que l'extrême instabilité, non seulement de la démocratie parlementaire, mais également de tout le système capitaliste. Car le régime capitaliste le plus «stable» que l'histoire moderne ait connu, celui de l'Angleterre, se montre lui-même incapable de défendre à la longue des rapports de propriété surannés. La poussée de la bourgeoisie vers une «démocratie autoritaire» se sert de toutes les forces historiques présentes: l'armée, la bureaucratie supérieure de l'Etat, l'Eglise, et partout

(1) Depuis lors, le «Drapeau Rouge» a dévoilé, que le député libéral Ch.-E. Janssens fait partie du conseil d'administration du trust Solvay qui vient de payer 20 millions pour la propagande léopoldiste! Mais le «Drapeau Rouge» jette un voile pudique sur le fait que le camarade Terfve, «spécialiste» de la démagogie contre les trusts, siège au comité de Bruxelles de l'Entente démocratique A COTE DU SIEUR JANSSENS!

où c'est possible, la monarchie. Rejetée depuis longtemps au panier de l'histoire, la monarchie connaît un singulier renouveau de prestige comme forme camouflée de l'Etat bonapartiste vers lequel tend la bourgeoisie sur tout le Continent (Italie, Yougo-Slavie, Grèce, Belgique, Espagne).

Pour le prolétariat, il ne peut naturellement être question de préférer telle ou telle forme de la domination bourgeoise. «En soi», la république bourgeoise ne possède aucun avantage sur la monarchie capitaliste. Mais l'histoire, pas plus que la philosophie ou que la conscience des masses, ne connaît pas de «choses en soi». Si la défense de la monarchie est devenue une question de vie ou de mort pour les capitalistes, la chute de la monarchie peut devenir le point de départ pour la chute de tout le régime. En même temps, la lutte pour la République permet non seulement une mobilisation large des masses, mais également une campagne énergique de clarification sur la véritable nature de l'Etat, présentée de la façon la plus concrète. Van Acker a fait le procès de toute la famille royale. Ce procès est en même temps celui de la monarchie tout entière. Ceux qui ont guidé le roi, ne guident-ils pas en même temps le Prince-Régent? Qui sont en vérité ces messieurs? Ne sont-ce pas les mêmes, entre parenthèses, qui ont fait interdire la manifestation du 15 juillet, qui ont mobilisé les forces de la réaction, qui ont protégé les meetings léopoldistes par un déploiement de police exceptionnel?

Les deux principaux atouts des léopoldistes sont l'armée et le haut clergé; le Prince-Régent vient de nommer le général Piron chef de cabinet militaire; et qui ignore les multiples liens qui mènent de l'archevêque de Malines à Holvoet, le chef de cabinet civil? Piron ne possède-t-il pas son armée «personnelle» d'aventuriers, prête à agir quand il le veut? Charles a-t-il, oui ou non, des rapports suivis avec son frère? Ceux-ci passent-ils par les mains de Holvoet? Le directeur général de l'I.N.R. est Jean Boon, ancien rédacteur en chef du «Standaard», le journal «officieux» de l'archevêché. Ces rapports ont-ils jamais été rompus? Et qui est le directeur de l'Agence Belga qui a transmis, en passant manifestement outre à la loi du 18 juillet, le message du roi? Questions troublantes en vérité. En regardant le problème de loin, tout se simplifie à l'extrême: il n'y a que le méchant sourire de Léopold III, l'aspirant-dictateur, qui est entrevu. Mais approchez, messieurs les «dirigeants ouvriers», vous apercevrez le visage abject de la monarchie et des trusts, le visage abject de tout l'Etat bourgeois décadent!

Les libertés ouvrières !

A son tour, la monarchie «constitutionnelle» n'a été «constitutionnelle» qu'à mesure que des générations d'ouvriers ont lutté et sont morts pour les libertés ouvrières. Comme la bourgeoisie, la monarchie s'est opposée pendant près d'un siècle de la façon la plus énergique au suffrage universel simple. Une série de grèves générales a été seule capable de la faire triompher. Maintenant, ces libertés ouvrières sont plus menacées que jamais. Pour les défendre, il faut appliquer les mêmes méthodes que celles qui ont permis dans le passé de les conquérir: l'action de classe. La véritable «concentration» qu'il faut achever, ce n'est pas la concentration avec les avocats libéraux dans les salons, c'est la concentration des masses dans les comités

de vigilance à la base. Pour la République et pour les libertés ouvrières? Certes, mais également pour le programme de toutes les revendications ouvrières. Les masses veulent et peuvent encore lutter, mais il faut qu'on leur présente un programme digne de leur lutte. Sinon une déception nouvelle ne pourra qu'entraîner une démoralisation plus profonde.

Prétendant s'élever dans le domaine mystique de la justice absolue au-dessus des classes et de leur lutte implacable, Van Acker essaie de sévir également contre les «extrémistes» de gauche et de droite. En réalité, pendant 5 mois, ses coups ont été exclusivement dirigés contre le prolétariat, baillonné par la mobilisation civile, appauvri par le blocage des salaires, frappé dans son avantage par les mesures contre la presse révolutionnaire. C'est précisément la répétition de ces coups contre le prolétariat qui a renforcé la droite au moment où elle pensait pouvoir risquer un coup d'Etat. Les timides attaques contre la droite de Van Acker, exécutées sans le moindre appel au prolétariat, ne peuvent que provoquer l'exaspération de la bourgeoisie. Cette exaspération de la réaction et le mécontentement du prolétariat élargissent chaque jour la brèche entre les deux classes et menacent Van Acker de tomber entre les deux chaises sur lesquelles il a essayé de s'asseoir.

La défense des libertés ouvrières acquiert dans ces conditions une importance toute nouvelle. Il s'agit non seulement de la défense des intérêts ouvriers, il s'agit également du seul moyen pour mener la contre-offensive contre la montée de la réaction.

Van Acker a montré qu'il ne veut ni ne peut s'opposer sérieusement à l'agitation néo-fasciste. Pour que le prolétariat puisse agir, lui, avec efficacité, il faut qu'il puisse exercer à plein sa liberté de presse, de grève et d'organisation. Pour arracher les armes aux mains des néo-fascistes, il faut qu'il saisisse lui-même toutes ses propres armes.

Il n'y a pas de Solution intermédiaire

Incapable d'aller jusqu'au bout par peur des masses, Van Acker a été forcé de loucher sans cesse et a contribué ainsi à perpétuer la crise royale. La bourgeoisie elle-même a dû accepter temporairement la situation présente. Mais elle s'est avancée trop loin pour pouvoir encore se retirer. Le manque de décision de la part des réformistes et stalinien ne peut que l'encourager, les attaques prudentes et inoffensives l'exaspèrent sans l'affaiblir. Combinant l'action parlementaire et la mobilisation illégale de ses forces, se présentant comme le seul et innocent représentant de la démocratie en danger, déclenchant en même temps une campagne de diffamation, digne, de Rex contre les dirigeants des partis ouvriers, le parti social-chrétien (l'ex-parti catholique) abat progressivement toutes ses cartes pour se préparer à reprendre demain le pouvoir. Comme la menace de grève générale, «l'interdiction» du *Quotidien* ne constitue qu'un simple rappel à la mémoire de la bourgeoisie que, tout compte fait, Van Acker est un ministre bourgeois qui s'appuie sur un parti ouvrier, et que, si la bourgeoisie devenait par trop méchante, il pourrait... il oserait peut-être... La façon dont la bourgeoisie a compris cette menace est clairement indiquée par une exacerbation de toutes les insultes dans les feuilles réactionnaires. Vraisemblablement ces messieurs ne s'attendaient pas du tout à